

L'Allemagne unifiée, trente ans après

Un dossier dirigé par Étienne Dubsiaff, Hans Stark et Jérôme Vaillant



Tous les 9 novembre paraissent force articles qui répètent rituellement que la chute du Mur de Berlin de 1989, événement de portée mondiale, aurait mené tout droit à l'unification allemande. Bien souvent, ces articles sont accompagnés de la photographie d'Allemands en liesse sur le faite du Mur devant la Porte de Brandebourg. Cette image symbolise parfaitement *a posteriori* la joie qu'a éprouvée l'immense majorité des Allemands de part et d'autre à l'idée que le Mur qui matérialisait la séparation du peuple allemand en deux États pourrait être amené à disparaître¹. Une joie que certaines figures des mouvements citoyens, telles Bärbel Bohley du *Neues Forum* ou Friedrich Schorlemmer de *Demokratischer Aufbruch*, peinaient à partager, considérant que la chute du Mur saperait tout espoir de réforme intérieure en RDA et la condamnerait à disparaître². Une fois le Mur ouvert, les appels à l'unification étatique gagnaient du terrain tandis que les « troisièmes voies », à mi-chemin entre socialisme démocratique et libéralisme occidental, qu'imaginaient les mouvements citoyens en RDA perdaient de leur attrait. En proposant, à l'occasion du « discours des 10 points » du 28 novembre,

une union monétaire sous direction ouest-allemande et la création de structures confédérales, le chancelier de la RFA, Helmut Kohl, ouvrait la voie à une première forme d'unification nationale. Les élections législatives de la Volkskammer du 18 mars 1990 furent un véritable « plébiscite pour l'union ». Les jours de la RDA étaient irrémédiablement comptés.

Le 3 octobre 1990, moins d'un an après la chute du Mur, le Traité de l'unité (« *Vertrag zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen demokratischen Republik zur Herstellung der Einheit Deutschlands* »), communément appelé Traité de l'unification (« *Einigungsvertrag* ») entra en vigueur. Les nouveaux *Länder*, créés à cette fin en Allemagne de l'Est, rejoignirent effectivement la RFA selon les modalités de l'Article 23 de la Loi fondamentale ouest-allemande. Ce mode d'unification étatique sanctionnait la disparition de la RDA en tant qu'État et l'intégration de ses territoires dans l'entité ouest-allemande. D'un point de vue strictement étatique, l'« unité allemande » (« *Deutsche Einheit* ») était menée à son terme. Néanmoins, le fait même de parler de « réalisation » au sens de « fabrication » de l'unité (« *Herstellung der Einheit Deutschlands* ») ou d'« unification » (« *Einigung* »), souligne que l'on envisage les choses comme un processus qui s'ouvre plutôt qu'il ne s'achève en ce 3 octobre 1990.

Dans le langage courant, la « réunification » (« *Wiedervereinigung* ») a supplanté

1. Hélène Miard-Delacroix, « Le Mur comme matérialisation de la démarcation dans l'Allemagne divisée », in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 194, Villeneuve d'Ascq, 2010, p. 76-85.
2. Daniel Friedrich Sturm, *Uneinig in die Einheit. Die Sozialdemokratie und die Vereinigung Deutschlands 1989/90*, Bonn, Dietz, 2006, p. 140 sq.

l'unification (« *Einigung* »). Politiquement, le recours à ce terme est tentant en ce que la « réunification » signifierait le retour à une « situation normale » après la parenthèse de la séparation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Notons que *stricto sensu*, le terme est problématique au sens où la RFA ne se recoupe avec aucun État allemand dont elle est l'héritière. Il fait de surcroît référence sémantiquement à l'injonction que faisait le préambule de la Loi fondamentale d'œuvrer à l'« unité étatique des Allemands » (« *staatliche Einheit der Deutschen* ») sous l'égide de la RFA³. De cette disposition constitutionnelle dépendait sa prétention à représenter l'ensemble des Allemands (« *Alleinvertretungsanspruch* »). Elle avait aussi servi, dans les années 1950 et 1960, à revendiquer indirectement le rétablissement des frontières allemandes de 1937 : la RFA espérait recouvrer non seulement le territoire de la Zone d'occupation russe, c'est-à-dire celui de la RDA, mais aussi ceux sis au-delà de la ligne Oder-Neiße qui marquait la frontière entre la RDA et la République populaire de Pologne⁴.

Quoi qu'il en soit, le mode d'unification (« *Einigung* ») étatique choisi laisse à penser que les Allemands de l'Est ont dû faire table rase du passé et s'adapter unilatéralement aux fonctionnements de la société ouest-allemande à la constitution de laquelle ils n'ont pas participé. En creux, l'euphorie qu'il lustre la photo de la chute du Mur permet de suggérer l'envergure de la déception qui fut celle des Allemands d'une manière générale et des Allemands de l'Est en particulier lorsqu'ils déchantèrent au lendemain de l'unité étatique alors que le chômage de masse faisait son apparition dans les nouveaux *Länder*. Bien souvent, les articles sur la chute du Mur se terminent d'ailleurs par une glose sur les déceptions, la

permanence du « Mur dans les têtes » et ses prolongements, l'apparition outre-Elbe du folklore de l'« Ostalgie⁵ » et du vote d'extrême droite massif.

Nonobstant les déceptions bien réelles de part et d'autre, cette vision des choses est partielle. D'une part, les problèmes qui subsistent masquent bien souvent les réussites indéniables de l'unification. D'autre part, il paraît difficile d'envisager que l'intégration de quelque dix-sept millions de concitoyens⁶ socialisés sous des auspices pour partie opposés n'ait pas entraîné une profonde mutation de la RFA dans son ensemble au cours des trois dernières décennies. Le présent dossier a pour vocation de dresser un bilan des évolutions qu'a connues la RFA dans son ensemble depuis 1990. Ce sont donc les modes et les limites de l'unification sociétale, économique et politique de l'Allemagne qui sont au cœur des préoccupations. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi le 3 octobre 1990 non comme aboutissement mais comme point de départ d'un processus protéiforme inachevé.

Les contributions du dossier, loin de prétendre à l'exhaustivité, s'attachent toutes à leur manière à dresser un bilan de l'unification allemande en mettant en lumière les influences croisées, les recompositions, les rapprochements et divergences croissantes, anciennes ou nouvelles que l'on peut observer dans quatre grands ensembles de perspectives.

Un premier ensemble est consacré à la mémoire que gardent et promeuvent les

3. Josef Isensee, « Verfassungsrechtliche Wege zur deutschen Einheit », in : *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, n° 2/1990, Baden-Baden, Nomos, 1990, p. 309-332.

4. Cf. Ariane d'Angelo, *Promouvoir la RFA à l'étranger 1958-1969. L'exemple de la France*, coll. *Mondes germaniques*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2018, p. 133 sq.

5. « Ostalgie » est un néologisme formé par la contraction de l'« Ost » (Est) et « Nostalgie » (Nostalgie).

6. Pour la République fédérale d'Allemagne qui estimait représenter l'ensemble des Allemands, il n'existait qu'une nationalité allemande qu'elle reconnaissait à tous les citoyens de RDA. Celle-ci n'a, pour sa part, introduit la citoyenneté de RDA qu'en 1967 et a fait de sa reconnaissance par la RFA un objet de négociations – qui n'ont jamais abouti. La RDA a, par la suite, dans les années 1970 dans le contexte de l'ouverture à l'Est mené par la RFA, après avoir affirmé qu'il existait une « nation socialiste en RDA », distingué, pour rassurer ses citoyens, entre « citoyenneté » et « nationalité » : citoyenneté de la RDA, nationalité allemande.

Allemands de leur propre passé des trente dernières années. Pour mieux saisir les enjeux mémoriels, il convient de l'introduire par un bref rappel des faits historiques. Les événements qui ont mené à la fin de la RDA et à l'Unification allemande selon les modalités de l'Article 23 de la Loi fondamentale et surtout leurs appréciations rétrospectives informent en effet grandement les rapports que les Allemands issus des deux parties de l'Allemagne entretiennent quant à leur nation et leur État jusqu'aujourd'hui.

Le mode d'unification n'est pas étranger au fait que l'Allemagne ne soit pas parvenue à faire advenir une mémoire unificatrice de ces événements, comme le montre Emmanuel Droit. Dans son étude d'histoire critique de la politique mémorielle allemande, il pointe la dichotomie entre les discours des présidents et chanceliers successifs et les souvenirs de la population est-allemande. Lors des commémorations officielles, les premiers mettent en avant les réussites du reste indéniables de l'unification étatique et nationale. Aux yeux des Allemands de l'Est, pour lesquels ce processus a aussi été marqué par le chômage de masse et la disparition de leurs repères identitaires, le bilan est autrement plus mitigé. D'où une pluralité de mémoires qui parasitent la construction d'un peuple véritablement unifié sur le plan de la mémoire. Les déboires autour de la construction d'un monument national à Berlin en sont symptomatiques.

Cette absence de discours mémoriel unificateur explique pour partie les résultats spectaculaires qu'enregistre l'extrême droite dans les nouveaux *Länder*. Après avoir retracé l'institutionnalisation des divers partis qui en relèvent en Allemagne de l'Est, Valérie Dubslaff montre comment ceux-ci, et tout particulièrement *Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne, AFD), ont su proposer un discours qui y fait mouche. Ces partis n'hésitent pas à faire fi de leur anticommunisme constitutif et à réhabiliter certains aspects de la RDA. Surtout, populistes dans tous les sens du terme, ils jouent des codes de 1989/1990 pour célébrer, beaucoup plus que les représentants officiels de la République fédérale, le peuple qui s'est soulevé et a secoué le joug de la dictature

est-allemande. Ce faisant, ils attisent les ressentiments des Allemands de l'Est, dont les mérites seraient d'autant moins reconnus qu'ils auraient été les victimes économiques, sociales mais aussi culturelles d'une réunification qui rimerait avec « colonisation » occidentale, si ce n'est étrangère.

La contribution de Carola Hähnel éclaire la mémoire de l'ère post-unification moins du point de vue politique que telle qu'elle transparait dans la production littéraire. Sans se limiter aux seuls auteurs nés ou socialisés en Allemagne de l'Est, elle montre que les plus anciens d'entre eux, souvent reconnus du temps de la RDA, traitent de la perte de l'utopie socialiste qui allait de pair avec la disparition de leur État que certains regrettent. Les auteurs plus jeunes, y compris ceux nés dans les années 1980, insistent plus avant sur les difficultés que rencontrent leurs personnages pour s'adapter à la nouvelle donne économique, sociale et sociétale intervenue brutalement au lendemain de l'unification. Pour autant, sous leur plume, la perte de repères n'entraîne pas l'avènement d'une quelconque nostalgie vis-à-vis de la RDA. Quel que soit le cas de figure, ces écrits n'évoquent pas les premières années de l'unification comme une période joyeuse mais plutôt comme un processus empreint de difficultés.

Après avoir montré les limites de l'unification mémorielle des Allemands, le dossier se penche sur les processus de rapprochements mutuels et sur leurs limites au cours de ces trente dernières années. Anne-Marie Pailhès se demande si l'unification allemande s'est traduite par l'apparition d'une contre-culture unifiée, miroir d'une culture dominante. À la différence des contre-cultures est-allemandes qui n'ont pas cherché à rayonner à l'Ouest après 1989/90, elle constate que les communautés alternatives rurales ouest-allemandes se sont ruées à l'Est où elles ont trouvé un véritable eldorado fait de terres abandonnées et d'infrastructures vétustes. S'appuyant sur l'échec de la communauté *Lebensgut Pommritz*, en Saxe, elle met en évidence les lignes de fracture idéologiques et comportementales qui perdurent entre Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest

alors même qu'ils sont mus par les mêmes idéaux communautaires et écologistes.

Les trois contributions suivantes posent la question de savoir s'il faut voir l'unification du territoire allemand comme un simple rattrapage par l'Allemagne de l'Est de son retard sur l'Ouest. Celle de Ruth Lambertz-Pollan et Joël Massol s'intéresse au rôle dévolu à l'État dans le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. Entre 1990 et 1994, la Treuhandanstalt (Société fiduciaire) a procédé à des privatisations à marche forcée qui se sont traduites par la destruction brutale d'entreprises et d'emplois en Allemagne de l'Est. Les efforts consentis par les deux parties de l'Allemagne ont indéniablement payé, en ce qu'aujourd'hui les niveaux de vie sont quasiment équivalents. Toutefois, en dépit des investissements massifs, notamment dans les infrastructures, l'Allemagne de l'Est peine toujours et encore à attirer les sièges sociaux de grandes entreprises qui investissent dans la recherche et le développement et rayonnent au-delà du cadre strictement local de sorte que rares sont les entreprises véritablement intégrées dans les marchés mondiaux.

L'angle géographique prévaut dans l'étude que Boris Grésillon consacre à l'évolution des territoires allemands. Avant l'unification, la RFA avait veillé à conserver un relatif équilibre entre les territoires qui la composaient grâce au maintien d'un certain polycentrisme tandis que la RDA était marquée par un fort centralisme étatique, administratif et économique. L'application du modèle ouest-allemand à l'Allemagne de l'Est a requis un formidable effort d'investissement, notamment dans les infrastructures, pour intégrer les nouveaux Länder au marché allemand. Ce rééquilibrage réussi a tardé à endiguer le phénomène de migration Est-Ouest. Le « choc néolibéral » que représentent les réformes sociales des gouvernements Schröder a annihilé les efforts consentis précédemment en ce qu'il a mis les territoires en concurrence entre eux et a contribué à creuser les écarts entre les Länder. Les métropoles en ressortent gagnantes au détriment des campagnes et

des villes petites et moyennes qui tendent à péricliter, notamment à l'Est.

Pour Élixa Goudin et Alice Volkwein, la persistance de deux Allemagne ne se joue pas sur le plan économique. Elles arguent de ce qu'une analyse au niveau des arrondissements (*Kreise*) révèle en effet de fortes disparités économiques de sorte que la persistance de deux entités monolithiques s'en trouve remise en cause. Aussi prennent-elles le contre-pied des études qui tendent à mesurer le degré d'unité de l'Allemagne à l'aune du seul rattrapage économique de l'Ouest par l'Est en termes de PIB/habitant et se proposent-elles de dresser un état des lieux à partir de critères postmatérialistes. Le « retardataire » n'est alors pas celui que l'on croit puisque la désindustrialisation au lendemain de l'unification étatique a permis un développement plus écologique et un recours accru aux énergies renouvelables à l'Est. Les Länder est-allemands sont aujourd'hui plus vertueux que les bassins demeurés industriels de l'Ouest. En outre, les nouveaux Länder témoignent d'un plus fort attachement à l'égalité des chances entre les sexes tant dans le monde du travail qu'à l'école où l'excellence de l'enseignement scientifique profite toujours pareillement aux filles et aux garçons. Enfin, la solidarité intergénérationnelle est demeurée plus importante à l'Est. Selon les auteures, ces derniers développements vertueux témoignent de la subsistance de la socialisation inclusive et solidaire qui prend ses racines en RDA.

La permanence et l'évolution des socialisations est également au cœur de la contribution de Brigitte Lestrade qui analyse la question féminine. Elle revêt un intérêt tout particulier dans la mesure où l'opposition systémique entre la RDA et la RFA s'était traduite aussi par une évolution différente du statut de la femme avant 1990. Tandis que, d'une manière générale, l'unification a demandé un effort d'adaptation plus important de la part des Allemands de l'Est, le rapprochement de la situation des femmes s'est fait au gré d'évolutions de part et d'autre. La désindustrialisation en Allemagne de l'Est a certes éloigné bon nombre de femmes de la vie active, mais inversement, la part des actives ouest-allemandes est aujourd'hui

plus importante que par le passé. La mise en place d'une politique de la famille plus propice au travail des femmes n'est pas étrangère au phénomène. L'auteure montre cependant que les conceptions du travail féminin et de la famille restent teintées des socialisations à l'Est ou à l'Ouest, de sorte que les femmes est-allemandes demeurent plus nombreuses à (vouloir) concilier travail et vie de famille.

Jérôme Vaillant montre que l'unification s'est accompagnée du morcellement progressif du paysage politique allemand. Il est vrai que le système tripartite de l'Allemagne de l'Ouest, construit autour des conservateurs de la CDU-CSU, des sociaux-démocrates du SPD et des libéraux du FDP avait déjà été battu en brèche par l'entrée des Verts au Bundestag en 1983, menant à la création des blocs informels du centre-droit et du centre-gauche. L'unification étatique eut pour corollaire l'entrée au parlement du PDS, héritier du parti socialiste unifié de RDA, qui, après force recompositions et la fusion avec la WASG – créé contre les réformes sociales du second gouvernement Schröder –, s'implanta, notamment à l'Est, sous le nom de Die Linke. Enfin, un parti d'abord souverainiste et populiste émergea sur fond de la crise de l'euro puis de celle des migrants au milieu des années 2010. Depuis, l'AFD s'est muée progressivement en parti d'extrême droite. Représentée dans tous les parlements allemands, elle porte à six le nombre de groupes parlementaires au Bundestag. Les deux grands *Volksparteien* CDU-CSU et SPD qui jusque dans les années 1970 réunissaient plus de 90 % des suffrages, ne représentent plus aujourd'hui qu'un électeur sur deux.

Enfin, l'étude des conséquences de l'unification sur la politique étrangère de l'Allemagne forme l'ultime volet du dossier. Le recouvrement de sa pleine souveraineté laissait à craindre chez ses voisins, dont la France mitterrandienne, la résurgence de l'impérialisme d'une « grande Allemagne » désormais sise au centre de l'Europe. Hans Stark montre qu'il n'en fut rien. Conformément aux vœux de son opinion

publique, l'Allemagne est bien plutôt demeurée fidèle à sa doctrine de la retenue sur le plan international. À tel point que les voisins européens et ses alliés l'appellent aujourd'hui à jouer le rôle majeur à la mesure de sa puissance économique.

Michel Drain s'intéresse à l'évolution de la politique de défense allemande. Revenant sur les spécificités originelles de la Bundeswehr, armée d'alliance au sein de l'OTAN pendant la Guerre froide, il montre comment la fin de celle-ci mena à la réduction substantielle de ses effectifs et de son budget. Parallèlement, elle fut transformée en armée professionnelle d'intervention sur les théâtres d'opérations extérieures dans les années 1990 et 2000. Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, l'auteur note cependant que la défense collective sous l'égide de l'OTAN redevient une priorité de la politique de défense allemande.

La contribution sur l'Allemagne et la mondialisation proposée par Henrik Uterwedde vient clore ce dossier. L'auteur montre à quel point sa spécialisation sur l'exportation de produits haut de gamme est à la fois la force et le talon d'Achille de l'Allemagne actuelle. Si elle a consenti des efforts financiers considérables à l'Est de l'Allemagne et a cherché à encourager la consommation intérieure par une politique salariale et sociale plus appuyée, elle est aujourd'hui à la traîne en ce qui concerne les infrastructures numériques et les investissements dans l'innovation. À ces défis structurels s'ajoute la pandémie du Covid-19 dont nul ne sait combien de temps elle va scléroser la production industrielle et les échanges internationaux. En revanche, elle risque de mener à un repli national auquel l'Allemagne n'a aucun intérêt. La solution pourrait provenir d'un renforcement de l'Europe. L'initiative franco-allemande annoncée en mai va dans ce sens puisqu'elle témoigne de ce que Berlin sait se montrer solidaire pour renforcer l'Union européenne en cette période de crise.

– Étienne DUBSLAFF, Hans STARK,
Jérôme VAILLANT –